

semblables, nous serions à ce moment-là entièrement et sans réserves aux côtés de l'U. R. S. S. Mais exploiter le Chemin de fer de l'Est Chinois dans un pays soumis à un régime économique qui n'a rien de socialiste, selon des règles qui, pour cette raison même, ne peuvent avoir rien de socialiste, cela n'a rien de commun avec la fondation d'une République ouvrière et paysanne.

Nous n'avons pas parlé des conventions de 1924 lorsqu'elles ont été conclues. C'est exact. Il y avait à cela une raison péremptoire, c'est que la *Révolution prolétarienne* n'étant pas encore fondée, nous n'avions pas d'organe où pouvoir nous exprimer. Mais si nous en avions parlé à cette époque, il est certain que nous ne l'aurions pas fait comme nous le faisons maintenant, et voici pourquoi : à l'époque, ces conventions eussent pu être considérées comme légitimes, car on pouvait supposer qu'elles n'avaient qu'un caractère provisoire.

Expliquons-nous.

On est, je le rappelle, en 1924. Sauf à l'extrémité opposée de la Chine, à Canton, il n'y a pas en Chine de gouvernement national; il n'y a à Pékin, sous le nom de gouvernement, que des fantômes, créatures des Puissances étrangères, n'ayant point d'autre rôle que de vendre la Chine à l'encan, de créer pour ces Puissances des titres destinés à fonder leurs « droits ». D'autre part, le chemin de fer de l'Est-Chinois est entre les mains de Russes blancs, émigrés de Sibérie après la débâcle des divers Koltchak — avec à l'arrière-plan la *Banque Russo-asiatique* — qui se prétendent les successeurs des fondateurs du chemin de fer et, par suite, ses propriétaires légitimes; en outre, deux Puissances qui voudraient bien mettre la main sur le chemin de fer : le Japon et les Etats-Unis, — mais l'une et l'autre n'osant agir, chacune par peur de l'autre.

Dans cette anarchie, l'U. R. S. S. intervient et, en employant évidemment les moyens habituels en de telles occasions, elle se fait signer la convention de 1924 et elle l'exécute : elle prend possession du chemin de fer. Ainsi elle sauve l'Est-Chinois des Blancs, de la France, du Japon et de l'Amérique. En 1924, pas de possibilité que l'Est-Chinois devienne un chemin de fer chinois, il ne peut aller qu'entre les mains d'une puissance capitaliste étrangère, ou qu'entre celles de l'U. R. S. S. La Russie l'obtient, c'est bien. Mais à une condition, c'est que le jour où l'Est-Chinois peut redevenir chinois, le jour où un gouvernement national, même bourgeois, cherche à reprendre en mains l'outillage économique de son pays, l'U. R. S. S. s'empresse de le restituer.

Si, au moment où le gouvernement de Nankin de-

venait, par l'occupation de Pékin, le gouvernement officiel de la Chine, et après que les successeurs de Tchang-Tso-Ling en Mandchourie eussent reconnu son autorité, alors que ce gouvernement destituait les administrateurs étrangers de la gabelle et obligeait les Puissances à ne pas demander le renouvellement des traités inégaux, si, à ce moment-là, l'U. R. S. S. avait proclamé qu'elle renonçait à la concession de 1924, qu'elle n'avait conservé, depuis cette date, l'Est-Chinois qu'à titre de dépôt, comme un dépôt qu'elle attendait de pouvoir remettre entre les mains de son propriétaire légitime, elle aurait fait là un acte appelé à avoir un aussi grand retentissement en Extrême-Orient que celui qu'eut dans le monde de l'Islam la renonciation faite par Lénine à toutes les concessions et tous les droits de la Russie en Turquie et en Perse. L'acte de Lénine rassembla autour de la Révolution russe, au moment le plus difficile de la lutte, tous les peuples d'Orient; la renonciation de l'Est-Chinois aurait effacé toutes les fautes, toutes les erreurs commises en Chine durant la période précédente. Le peuple chinois, et, au delà de lui, tous les peuples asiatiques, auraient directement compris, ils auraient senti au plus profond d'eux-mêmes, que l'U. R. S. S. n'est réellement pas un pays comme les autres, que le communisme est le contraire du capitalisme, ils auraient été préparés de la plus merveilleuse façon à comprendre le socialisme et à lutter pour lui. Au lieu de cela, ils voient l'U. R. S. S. défendre sa frauduleuse concession, exactement comme les Puissances capitalistes défendent les leurs; ils la voient renforcer, par la résistance qu'elle oppose à la demande du Gouvernement chinois, la résistance qu'opposent les Puissances capitalistes aux demandes que celui-ci doit encore leur formuler; ils la voient pratiquer l'impérialisme pour elle-même et consolider celui des autres; c'est là une impression que ne sauraient effacer les brochures de propagande que l'Est-Chinois pourrait leur apporter. L'Est-Chinois restant aux mains de l'U. R. S. S., c'est peut-être quelques millions de bénéfices pour son budget, c'est peut-être quelques facilités supplémentaires de trafic pour les quelques tonnes de marchandises qui vont du lac Baïkal à Vladivostok, c'est peut-être une plus grande possibilité de liaison avec l'« appareil » du Parti communiste chinois, mais c'est la destruction définitive de la foi dans l'U. R. S. S. et dans le bolchevisme au cœur de 300 millions d'hommes.

Voilà pourquoi nous criions aux Russes qui sont restés révolutionnaires : « *Rendez aux Chinois l'Est-Chinois !* »

R. LOUZON.

Seules, les mortelles déformations de l'Etat Soviétique, sa soumission de plus en plus accentuée aux intérêts de classes ennemies du prolétariat, peuvent le pousser à s'acharner pour la conservation d'un « droit » hérité du capitalisme. Seul, un compromis tacite et contre-révolutionnaire avec les puissances impérialistes peuvent l'empêcher, à l'occasion du conflit avec la Chine, de renoncer au contrôle commercial tout en exigeant le respect de ses intérêts nationaux, et en posant toute la question des traités unilatéraux avec une vigueur redoublée.

Cette conduite illustre, de la manière la plus frappante, ce que Staline appelle la marche du socialisme dans un seul pays, mais qui est, en réalité, une dégringolade vers le capitalisme international.

L'Internationale communiste, en liant son agitation contre la guerre du Premier Août au conflit sino-russe et en appuyant la politique de l'U.R.S.S. en l'occurrence, a tout simplement couvert et défendu une politique de guerre opposée aux intérêts vitaux du prolétariat international.

Nos lamentables emberlificoteurs du *Drapeau Rouge*, doublures en réduction des barbouilleurs

lyriques de l'*Humanité*, ont beau s'agiter pour nous « associer » aux social-démocrates et bourgeois, les faits parlent un langage irrécusable : *leurs manifestations contre la guerre tournent, en plus d'un criminel manque de préparation sérieuse et d'un bluff provocateur, à la défense d'une guerre contre-révolutionnaire.*

..

Comment expliquer les terribles contradictions où, désormais, la politique de Staline est engagée? Quelles sont les forces motrices secrètes d'une

politique qui va d'une pratique de guerre contre-révolutionnaire à une agitation putchiste contre la guerre impérialiste?

C'est que la dernière est indispensable pour tromper le prolétariat de l'U. R. S. S. et du monde entier, alors que la première est inspirée par les forces antiprolétariennes qui se rendent maîtres de l'Etat Soviétique.

Notre tâche est de dénoncer cette tromperie avec plus de clarté et de force chaque jour.

W. VAN OVERSTRAETEN.

Signes de danger en Orient

Nous donnons ci-dessous in-extenso l'article paru en première page du Militant de New-York du 15 Août. Cet article indique la position prise par nos camarades américains qui, tout d'abord, dans leur numéro du 1^{er} Août, avaient apprécié le conflit sino-russe sous un angle différent.

Une aggravation de la situation est évidente dans le conflit actuel entre l'Union Soviétique et la contre-révolution chinoise, sur la question de l'Est Chinois. Des deux côtés, les mobilisations de troupes augmentent sur la frontière mandchoue. Des coups ont été échangés par les patrouilles rivales, au cours desquels un certain nombre de soldats de l'Armée rouge ont été tués. Les forces en présence consistent pour la plupart en Gardes Blancs russes agissant contre les Soviets, soutenus en sous main par Chang-Kai-Chek et Cie. Les réactionnaires chinois et les Gardes Blancs en particulier travaillent de toutes leurs forces à entraîner la Russie dans une guerre qui pourrait avoir d'énormes conséquences.

Néanmoins, les données essentielles indiquent l'improbabilité du développement d'une sérieuse situation de guerre. La presse impérialiste et les puissances impérialistes, tandis qu'elles rusent pour acquérir des positions plus avantageuses dans le conflit, ne donnent pas de soutien direct à l'action des Chinois. La Russie a été aiguillée vers la position malheureuse où elle défend ses revendications économiques à une propriété située en sol étranger et à l'inviolabilité des droits conférés par les traités. C'est une position dangereuse pour la République des Travailleurs.

Les impérialistes sont opposés à la saisie du chemin de fer par la Chine, parce que cela renforce les précédents pour des actes similaires dirigés contre les concessions et les « droits » d'extra-territorialité du Japon, de l'Angleterre, de la France et des Etats-Unis. Les impérialistes veulent utiliser l'attitude présente de la Russie pour justifier leur main-mise sur les ressources économiques et financières de la Chine, et enlever à l'U. R. S. S. (et au mouvement révolutionnaire dans son ensemble) la base morale d'une protestation contre ces différentes main-mises.

Le premier devoir de tous les travailleurs sera de donner tout leur appui pour défendre l'Union Soviétique contre toute intervention et attaque. Mais il ne sera pas possible à la Russie d'éveiller

les sentiments des travailleurs du monde afin de combattre pour des revendications économiques russes, situées hors de l'Union Soviétique, sur le sol étranger. Le fait que le chemin de fer a été construit avec de l'argent russe (tsariste) ou que la participation russe a été garantie dans un traité passé avec le gouvernement réactionnaire et défunt de Chang-So-Lin, ou que le chemin de fer est nécessaire aux transports russes vers Vladivostok, ne sont pas des arguments valables pour un gouvernement des ouvriers révolutionnaires. Du point de vue prolétarien, la Russie a aussi peu de droit au chemin de fer que Chang-Kai-Chek; il appartient aux ouvriers et aux paysans de Chine qui le réclameront à juste titre quand ils viendront au pouvoir. Sans déclarer cela franchement et ouvertement, nous trahissons et nous fourvoyons les travailleurs.

Nous sommes contre l'atmosphère dans laquelle le conflit est dirigé par Staline. C'est l'atmosphère de la diplomatie bourgeoise dans laquelle on renonce aux négociations (qui eurent lieu en effet pendant un certain temps entre la Russie et la Chine). Elle n'a rien de commun avec la ligne de conduite exemplaire des Bolcheviks à Brest-Litovsk en 1918, animée de l'esprit internationaliste de Lénine et de Trotsky. En 1918, les appels francs et ouverts des Bolcheviks conduisirent réellement à la défaite des Junkers allemands et au commencement de la Révolution allemande. La politique actuelle de Staline en Chine n'aboutira jamais à un semblable résultat. Le prolétariat et la paysannerie chinoise ne peuvent pas être rassemblés et ne seront pas rassemblés pour renverser la contre-révolution et pour soutenir l'Union Soviétique, autour du drapeau du socialisme, si l'on fait appel à eux pour combattre pour les revendications économiques russes en Chine.

Il n'est pas d'avantage exact de dire que le principal danger de guerre réside dans une attaque de l'Union Soviétique par l'impérialisme. Aujourd'hui, le principal danger de guerre existe en principe dans l'intensité croissante des antagonismes entre les impérialismes anglais et américain. Le premier danger que court la dictature du prolétariat réside dans la pénétration continue de la vie économique russe par les concessions impérialistes, dans la force et l'influence grandissantes du koulak, du Nepman et de la bureaucratie étatique, et des éléments thermidorien et contre-révolutionnaires dans le pays. C'est cela qui menace aujourd'hui avec le plus d'acuité la Révolution russe.

Nos camarades belges n'ont pas pris unanimement position sur le conflit sino-russe. Après avoir publié les articles de Louzon et de Trotsky, ils ont loyalement annoncé (Le Communiste, 8 septembre 1929) que des « divergences très sérieuses » ont surgi dans leur groupe sur cette question; ils ont, en conséquence, ouvert la discussion dans leur journal. En attendant, nous publions ci-dessous ce qui a trait au conflit sino-russe d'un article de notre camarade Van Overstraeten, intitulé « Vers le Social-Impérialisme », et paru dans Le Communiste du 4 août 1929.

Ce travail pour la guerre, à l'occasion de la « journée rouge », correspond bien à la conduite du Parti Communiste russe et de l'I. C. dans le conflit sino-russe. Aucune argutie au monde ne fera que la lutte de l'Etat Soviétique pour la conservation du contrôle commercial du Chemin de fer de l'Est Chinois soit une lutte révolutionnaire.